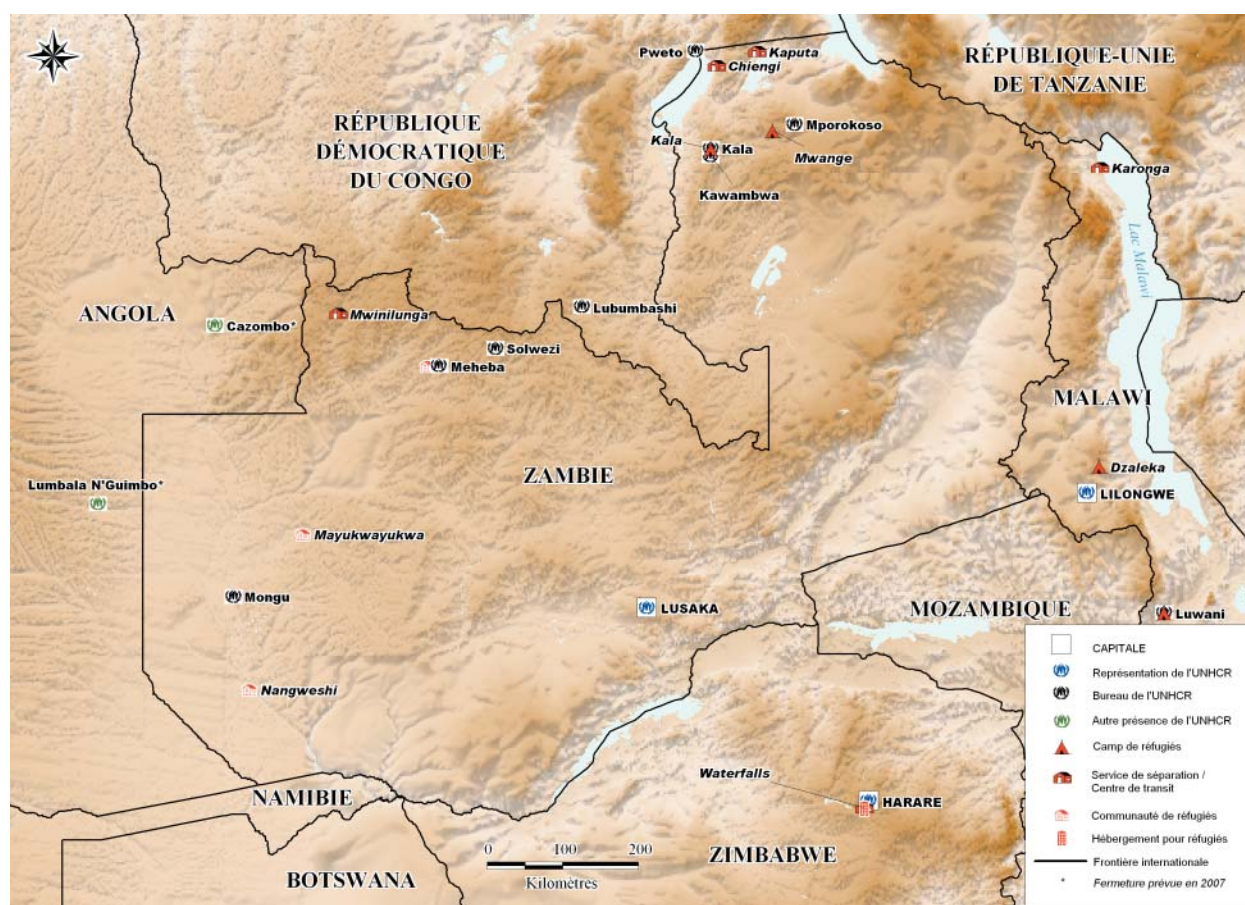


Zambie



Environnement opérationnel

Contexte

Le Gouvernement de la Zambie a adopté une attitude généreuse à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile et s'efforce actuellement de mettre en place une législation moins restrictive afin de mieux répondre à leurs besoins. La population réfugiée en Zambie a continué à décliner en 2005 et 2006, en raison du rapatriement d'un grand nombre de réfugiés angolais. Le programme de rapatriement organisé vers l'Angola devait s'achever en décembre 2005, mais l'UNHCR et les Gouvernements angolais et zambien ont décidé d'un commun accord de le reconduire jusqu'à la fin de l'année 2006. Quelque 5 000 réfugiés devraient avoir regagné l'Angola en 2006.

Parallèlement à la réduction de la population des réfugiés angolais dans les zones rurales, les opérations de fermeture et de restructuration des camps débiteront en 2006 et se poursuivront en 2007. Ces mesures sont destinées à installer les réfugiés qui choisissent de rester en Zambie dans des régions ou des communautés où ils pourront trouver des terres arables ou exercer des activités rémunératrices, ce qui facilitera leur intégration sur place. En 2007, seuls les réfugiés angolais vulnérables bénéficieront de l'aide alimentaire de l'UNHCR.

Les rapatriements vers la République démocratique du Congo (RDC) n'ont pas été aussi nombreux que prévu. Quelque 3 000 réfugiés ont regagné spontanément la RDC, mais la grande majorité d'entre eux restent en Zambie et n'ont apparemment pas hâte de rentrer. Si la RDC semble progresser sur la voie de la paix et de la stabilité, de nombreux problèmes restent à résoudre, ce qui explique les hésitations des réfugiés. Cependant, l'on espère qu'à l'issue du second tour des élections présidentielles, une stabilité durable permettra à 20 000 réfugiés congolais hébergés dans les camps du nord de la Zambie de regagner la RDC.

Besoins

En se fondant sur des enquêtes, l'UNHCR a planifié ses activités en Zambie avec la participation active des réfugiés, du Gouvernement, des institutions des Nations Unies et des ONG. Un certain nombre de besoins prioritaires ont été identifiés : vivres dans les camps ; possibilités d'emploi, qui demeurent restreintes en raison des frais exorbitants exigés pour la délivrance d'un permis de travail ; manque de terres arables ; soins de santé, y compris les transferts des dispensaires des camps vers les hôpitaux urbains ; dépistage volontaire du VIH/SIDA et accompagnement psychologique des séropositifs et des malades ; approvisionnement en eau ; scolarisation des enfants ; pénurie de bois de chauffage et risques auxquels sont exposées les femmes chargées de la collecte ; d'une manière générale, protection des femmes, des enfants et des adolescents.



Le dispensaire du camp de Nangweshi traite à la fois les réfugiés et les Zambiens qui vivent dans les environs dans le cadre de l'Initiative Zambie, destinée à améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population dans les zones touchées par la présence de réfugiés. *UNHCR / J. Redden*

Total des besoins : 9 794 885 dollars E.-U.

Objectifs principaux

- Promouvoir des solutions durables : le rapatriement pour la majorité des réfugiés, l'intégration sur place pour les réfugiés qui décident de s'installer définitivement en Zambie et la réinstallation pour ceux qui ne peuvent envisager ni l'une ni l'autre de ces solutions.
- Aider le Gouvernement zambien à mettre en place une législation sur les réfugiés moins restrictive afin de répondre à l'évolution des besoins des réfugiés dans le pays.
- Renforcer la collaboration entre les acteurs locaux pour garantir aux réfugiés un meilleur accès aux services sociaux nationaux.
- Militer en faveur d'une intégration systématique des problèmes des réfugiés, notamment des réfugiés angolais qui choisissent de rester dans le pays, dans les politiques nationales, régionales et communautaires, ainsi que dans les budgets publics.
- Rechercher des solutions à long terme au phénomène des flux migratoires mixtes tout en veillant à la sauvegarde du droit d'accueil et de protection des réfugiés qui demandent l'asile en Zambie.
- Veiller à ce que les besoins particuliers des femmes, des personnes âgées et des enfants soient pris en compte dans tous les programmes de protection et d'assistance.

Cibles prioritaires pour 2007

- 20 000 réfugiés congolais (RDC) et 600 réfugiés burundais sont rapatriés.
- L'intégration sur place de 14 000 réfugiés angolais dans les régions ouest et nord-est de la Zambie est facilitée.
- 1 200 réfugiés sont réinstallés dans des pays tiers.
- Une révision de l'actuelle loi sur les réfugiés est menée à bien, des avancées sont réalisées vers la mise en place d'une législation moins restrictive, et les réserves du Gouvernement zambien à l'application de la Convention de 1951 sur les réfugiés sont levées.
- Les capacités de programmation et les capacités logistiques des institutions gouvernementales sont renforcées en vue du transfert des opérations d'assistance au Gouvernement.
- Une protection est offerte à 5 200 réfugiés urbains.
- Les besoins spécifiques des femmes, des enfants, des personnes âgées et d'autres groupes vulnérables sont ciblés de façon à prévenir la violence sexuelle et sexiste ainsi que la propagation du VIH/SIDA.
- Les réfugiés urbains qui ont des besoins spécifiques, y compris les réfugiés placés en détention, bénéficient de soins de santé, de services éducatifs et d'une aide sociale.

Chiffres prévisionnels

Type de population	Origine	Janvier 2007		Décembre 2007	
		Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR	Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR
Réfugiés	RDC	42 250	42 250	30 500	30 500
	Angola	26 450	26 450	14 450	14 450
	Pays divers	90 010	10 010	89 500	9 500
Total		158 710	78 710	134 450	54 450

Stratégie et activités

L'Organisation remédiera à la situation des réfugiés par le biais du rapatriement, de l'intégration durable sur place et d'activités de protection et d'assistance.

L'axe prioritaire sera l'appui au Gouvernement zambien, pour l'aider à garantir la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile et à promulguer une législation plus favorable aux réfugiés. Des formations sur la protection seront dispensées aux fonctionnaires et au personnel des partenaires d'exécution, et des programmes sur les droits des réfugiés seront mis en place dans les institutions universitaires, dans les communautés locales et auprès de groupes cibles spécifiques – en particulier les parlementaires et les hauts responsables gouvernementaux. L'UNHCR participera activement aux travaux du Groupe consultatif sectoriel sur la protection sociale établi dans le cadre du Plan de développement national, où il jouera un rôle de coordination et de suivi des programmes ciblant les réfugiés et les communautés d'accueil.

Les accords d'exécution seront réorientés vers le rapatriement et l'intégration durable sur place. Les activités des partenaires d'exécution dans le nord du pays se concentreront sur le rapatriement des réfugiés originaires de la RDC. Dans l'ouest de la Zambie, la priorité sera accordée au renforcement des capacités des ministères gouvernementaux, pour permettre à ces derniers de répondre aux besoins des réfugiés angolais restant dans le pays. L'UNHCR épaulera le Gouvernement zambien dans ses efforts pour mettre au point une solution en faveur des réfugiés angolais qui vivent en Zambie depuis plus de 30 ans et souhaitent rester dans le pays. La réinstallation sera réservée aux réfugiés présentant des besoins spéciaux en matière de protection et de solutions durables.

Contraintes

En vertu des lois en vigueur, les réfugiés ne peuvent acquérir la nationalité zambienne ni obtenir le statut de résident permanent. L'UNHCR collaborera étroitement avec le Gouvernement pour mettre en place une législation permettant aux réfugiés vivant en Zambie depuis plusieurs décennies d'obtenir le statut de résident ou la nationalité zambienne. Des initiatives allant dans ce sens ont été lancées en 2006 et seront poursuivies en 2007.

L'UNHCR et le Gouvernement zambien collaboreront pour remédier aux difficultés rencontrées dans le cadre de l'Initiative Zambie. Il est de la plus haute importance que cette initiative continue à recevoir des financements, afin d'atteindre les objectifs fixés en matière d'autonomisation économique et sociale des réfugiés ainsi que de réduction de la pauvreté dans les communautés locales zambiennes.

Une évolution imprévue de la situation en RDC pourrait mettre en péril les projets de rapatriement à grande échelle après le deuxième tour de l'élection présidentielle prévu pour la fin de l'année 2006.

La situation des réfugiés rwandais qui ont décidé de rester en Zambie malgré d'importants efforts de promotion du

rapatriement demeure bloquée et continue de poser problème à l'Organisation.

Organisation et mise en œuvre

Présence de l'UNHCR

Nombre de bureaux	7
Effectif total	85
Fonctionnaires internationaux	14
Collaborateurs nationaux	56
VNU	7
JEA	1
Agents déployés	7

Coordination

En 2007, en collaboration avec le Commissariat aux réfugiés du ministère de l'Intérieur, la délégation de l'UNHCR en Zambie coordonnera les opérations d'assistance aux réfugiés dans l'ensemble du pays. L'Organisation établira des partenariats avec neuf partenaires d'exécution en Zambie, à savoir sept ONG internationales, trois départements gouvernementaux et deux ONG locales. Par ailleurs, l'UNHCR collaborera étroitement avec le PAM et d'autres institutions des Nations Unies.

En tant que membre de l'Équipe des Nations Unies dans le pays, l'UNHCR se concertera avec les institutions sœurs sur des thèmes d'intérêt commun et participera aux Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA et le genre. L'Organisation mettra également en place des programmes conjoints avec des institutions des Nations Unies pour renforcer l'aide au développement ciblant les zones affectées par la présence de réfugiés et élaborer d'autres projets dans le cadre de l'Initiative Zambie, destinés à promouvoir l'autosuffisance parmi les populations vulnérables, y compris la population réfugiée. Enfin, l'Organisation encouragera des actions orientées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Partenaires

Partenaires d'exécution

Partenaires gouvernementaux : Commissariat aux réfugiés, Département de l'eau, Département de la santé, ministère de l'Intérieur.

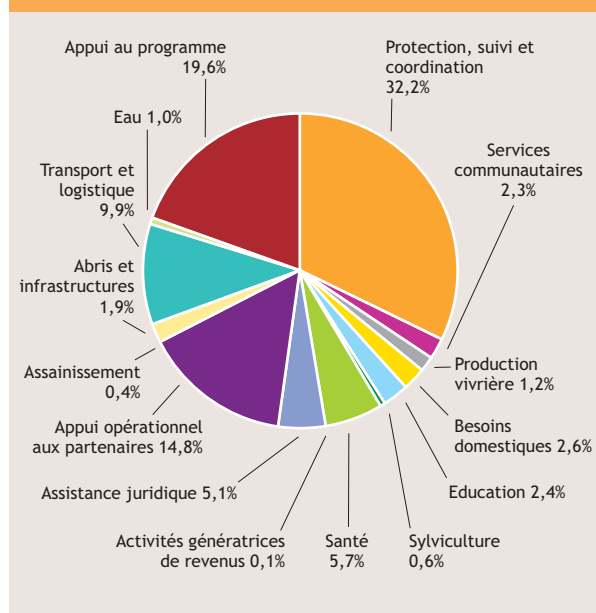
ONG : Action humanitaire en Afrique, *Africare*, *Afrika Aktion Hilfe*, Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, *Christian Outreach Relief and Development*, Fédération luthérienne mondiale, Hodi, Société de la Croix-Rouge zambienne, Vision mondiale (International).

Partenaires opérationnels

Autres : FAO, FICR, FNUAP, Nations Unies, OIM, PAM, UNESCO, UNICEF.

Budget (dollars E.-U.)		
Activités et services	Budget-programme annuel	
	2006	2007
Protection, suivi et coordination	3 812 818	3 859 976
Abris et infrastructures	226 293	23 088
Activités génératrices de revenus	17 094	81 788
Appui opérationnel (aux partenaires)	1 752 248	1 165 153
Assainissement	46 317	24 490
Assistance juridique	601 837	420 712
Besoins domestiques	309 075	59 461
Bétail	0	10 000
Eau	120 020	140 138
Education	287 051	367 340
Pêche	0	10 000
Production vivrière	146 955	117 036
Santé	670 464	529 953
Services communautaires	272 902	184 298
Sylviculture	73 632	46 733
Transport et logistique	1 176 112	675 109
Total des opérations	9 512 818	7 715 274
Appui au programme	2 323 341	2 079 611
Total	11 836 159	9 794 885

Budget-programme annuel par secteur en 2006



Budget-programme annuel par secteur en 2007

